

Pour une agriculture de la Renaissance

Le continent africain, avec une population de près d'un milliard d'âmes, dont plus de la moitié constituée de jeunes, bien que possédant une bonne partie des terres arables les plus fertiles de la planète, demeure un importateur net de produits agricoles et alimentaires pour nourrir sa population, et où la malnutrition ne cesse de progresser.

Malgré l'abondance des terres cultivables du continent et l'énorme potentiel de ses ressources en eaux, les rendements à l'hectare y sont parmi les plus faibles au monde.

Pourtant le continent africain a, depuis plusieurs millénaires, connu des méthodes culturales très élaborées et performantes, qui contrairement à l'idée généralement répandue, n'étaient pas toutes majoritairement orientées vers la subsistance¹.

L'agriculture du continent, qui, il y a cinq siècles, nourrissait des gaillards parmi les plus robustes de la terre, souffre de nos jours de famines et de pénuries à répétition. Si bien qu'à l'image de ses verdoyants paysages, s'est lentement substituée celle d'immenses déserts de désolation dans l'imaginaire des peuples du globe.

Les expropriations des terres agricoles pendant la colonisation, le bouleversement des réseaux d'échanges précoloniaux par les nouvelles frontières coloniales, les mesures de restrictions d'accès à la terre pour les agriculteurs africains, les énormes concessions qui continuent d'être accordées aux multinationales, les incessants déplacements de populations, les différentes mesures de contrôle concernant la commercialisation des

¹ Gareth Austin «Nous avons noté qu'à la veille du découpage du continent par l'Europe, l'Afrique avait déjà révélé une amorce d'avantage comparatif dans l'agriculture d'exportation» in «African Economic Development and Colonial Legacies», *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement* [Online], 1 | 2010, Online since 14 December 2009, connection on 21 April 2014.

Traduction

« En Afrique, la structure des incitations encourageait une forte autosuffisance et, au milieu du xxe siècle, l'on disait souvent que les économies précoloniales avaient forcément été majoritairement orientées vers la subsistance. La recherche du dernier demi-siècle a permis de revenir peu à peu sur cette affirmation, notamment pour l'Afrique de l'Ouest où, aux xvii^e et xviii^e siècles, une forte tendance à des productions autres que de subsistance est ressortie de façon évidente ».

produits agricoles, ont eu une influence certaine sur l'agriculture de nos pays.²

La libéralisation du secteur agricole dans le cadre des politiques d'ajustements structurels, a considérablement aggravé la vulnérabilité du secteur face à la concurrence déloyale d'une agriculture subventionnée des pays du Nord.

La soumission de nos « Etats » aux exigences des bailleurs de fonds internationaux, fait qu'à part quelques rares initiatives endogènes, les politiques agricoles, en Afrique noire, sont décidées par les institutions internationales.

Cette fragilité politico-économique a conduit à la multiplication des intervenants étrangers dans les stratégies agricoles de nos pays.

Ces intervenants, constitués d'experts et de bénévoles étrangers, chargés d'accompagner les acteurs du secteur, suivent bien souvent un agenda qui ne coïncide pas forcément avec les besoins et les priorités de nos populations, mais servent plutôt les intérêts des multinationales de l'industrie agroalimentaire et des pays riches.

Ainsi, plus d'un quart de siècle après nos pseudos indépendances, la dépendance de nos économies vis à vis du centre sont demeurés intacts. Notre stratégie agricole est demeurée aussi extravertie qu'au temps de la colonisation. Nos paysans continuent de produire principalement pour la satisfaction des besoins des populations des pays étrangers, laissant leurs propres besoins insatisfaits.

Les différentes politiques agricoles n'ont fait que consacrer la dépossession des populations africaines de leurs terres arables, bradées aux sociétés agro-industrielles et ont réduit nos pays en de simples marchés pour les industries de production d'engrais, de pesticides et de semences.

La récente ruée vers les biocarburants, relève de cette même logique d'extraversion de notre agriculture entamée depuis la colonisation. Elle ne

² «Daron Acemoglu, Simon Johnson et James Robinson (2001, 2002a, 2002b) ont affirmé que la pauvreté relative de l'Afrique à la fin du XXe siècle, résultait essentiellement de la forme prise par le colonialisme européen sur le continent, c'est-à-dire l'installation d'Européens à des fins d'extraction, alors que l'installation de populations européennes nombreuses aurait entraîné la création de certains types d'institutions - les droits de propriété privée et les systèmes de gouvernement qui les soutiennent - qui, selon ces auteurs, ont permis le développement économique de l'Amérique du Nord et de l'Australasie». Ibidem Op Cit

fera qu'accélérer la déstructuration du secteur agricole par l'affectation de plus en plus de terres à des cultures non-vivrières.

La concentration des meilleures terres cultivables entre les mains d'une minorité qui les a acquises le plus souvent par expropriation ou par la corruption, la précarisation financière des paysans obligés de s'endetter bien avant leur production pour acheter leurs semences, transforment de plus en plus d'agriculteurs en ouvriers agricoles.

Nos ressources halieutiques subissent elles aussi le même sort : le manque d'équipements, l'incapacité de nos pays à assurer la protection de nos frontières maritimes, les nombreuses licences de pêche accordées aux compagnies étrangères, privent nos pêcheurs de l'accès à nos fonds marins. Ce qui est de nature à compromettre sérieusement la sécurité alimentaire de nos populations.

Les défis de notre secteur agricole sont nombreux et pour les relever, il sera tout d'abord nécessaire de nous libérer des contraintes politiques et économiques qui pèsent sur nos sociétés.

Il faudrait pour cela, reconquérir notre indépendance d'action, afin de mener les réformes agraires qui faciliteront l'accès à la propriété de la terre aux paysans.

Renforcer leur protection, eux, qui sont des victimes séculaires de spoliations aussi bien de la part des aristocraties traditionnelles et religieuses, que des multinationales et des hommes politiques véreux.

Reconquérir notre souveraineté, c'est aussi pouvoir décider librement de l'aménagement de nos espaces, des espèces à protéger, d'assurer la sauvegarde de nos ressources forestières et halieutiques qui sont pillées à un rythme effréné.

C'est l'abandon des politiques écologiquement suicidaires, celles qui encouragent l'utilisation intensive et souvent inconsidérée de pesticides aux effets dangereux pour la santé de nos populations.

Une politique agricole cohérente devrait lutter contre la contamination de nos sols et nappes souterraines causée par l'industrie d'extraction

minière, qui provoque les déplacements de populations, privant ainsi nos paysans de leurs terres et de leurs moyens de subsistance.

Nous devons accorder la priorité à la satisfaction des besoins de notre marché intérieur. Car une agriculture performante n'est pas forcément celle qui répond aux critères définis par les spéculateurs mais, celle qui permet de préserver la bonne santé de nos populations, d'assurer leur survie, de préserver notre dignité et d'échapper à toute éventuelle pression alimentaire.

Au moment où, même en Occident, on privilégie la consommation des produits locaux, nous pouvons constater tout au moins au Sénégal, la disparition progressive de plusieurs variétés d'espèces agricoles et potagères. C'est faire acte de résistance, que de se lancer dans la production et la consommation de nos produits locaux, ainsi que la valorisation de nos savoir-faire traditionnels.

Face à ces nombreuses menaces, il convient de résister vigoureusement aux diktats des géants de l'agroalimentaire qui veulent breveter le vivant, contrôler le marché des semences et des produits chimiques agricoles. Il faut lutter de façon résolue pour le droit à une alimentation saine et refuser vigoureusement l'introduction des semences OGM qui risquent de fragiliser davantage nos paysans, et menacer la santé de nos populations par une contamination potentielle de nos variétés locales.

De promouvoir une agriculture fidèle à notre propre vision de l'existence, de notre rapport à la terre et aux hommes. Une vision qui consiste essentiellement, à veiller à ne pas agresser la terre et de ne pas empoisonner nos semblables. Une agriculture dont l'objectif principal n'est pas de vendre mais de nourrir.

Nous pensons, qu'appliqué au monde agricole, l'agro-écologie, s'inspirant des savoir-faire traditionnels, pourrait contribuer à l'amélioration des rendements et de la fertilité des sols de nos régions fortement affectées par des conditions climatiques défavorables.

Ce système respectant le fonctionnement des écosystèmes naturels, cherchant à s'adapter à ces derniers, en tirant le meilleur au lieu de les aggraver, on peut arriver à transformer ce qui apparaissait comme des contraintes en atouts.

Ce modèle agricole qui permet de produire autrement en réduisant les besoins énergétiques, les apports en eau et en intrants, d'offrir au consommateur des produits de qualité nutritionnelle, pourrait apporter des solutions aux enjeux les plus urgents du moment, à savoir assurer la santé des hommes, des animaux et de la planète toute entière.

Ce modèle est mieux apte à favoriser la résilience des communautés villageoises, composées de petits producteurs disposant de peu de moyens financiers et d'équipements mécaniques.

La promotion d'une agriculture saine devrait constituer un des éléments clés dans l'élaboration de toute politique de santé publique.

Redonner ses lettres de noblesse au monde rural relève de notre responsabilité collective, ruraux comme citadins, producteurs comme consommateurs.

Nous ne pouvons pas rester passifs devant l'effondrement du monde rural, symbole de notre héritage culturel et le fondement de toute souveraineté ainsi que toute véritable démocratie sociale.

Nous devons accorder plus de considération aux agriculteurs en les laissant libres de choisir leurs systèmes de production et méthodes de culture.

Les sommes englouties depuis des décennies, par les experts, ONG et autres en d'interminables rencontres, séminaires n'auraient-elles pas mieux servies, si elles étaient utilisées pour résoudre les véritables problèmes des agriculteurs, en faisant confiance à leur capacité d'innovation et respectant leur désir d'autonomie, en accordant autant d'attention aux experts et professionnels de formation qu'à ceux par vocation et conviction.

Les paysans doivent reprendre leur destin en main en mettant sur pieds des organisations plus performantes, en prenant des initiatives plus audacieuses avec surtout un agenda qui leur est propre. La véritable révolution agricole devra venir d'un élan endogène.

Pour nous, soutenir l'agriculture familiale, lutter contre la prédation foncière, c'est avant tout aider les paysans, à mettre en valeur leurs terres.

Donner aux petits producteurs et éleveurs les moyens de faire face aux entreprises agroalimentaires qui, sous prétexte de créer des emplois, d'apporter le développement et la modernité, entraînent plutôt la paupérisation des populations.

C'est faire en sorte qu'ils puissent reprendre possession de leur terroir et ainsi participer à l'ensemble des prises de décisions affectant leur communauté.

A l'heure des mutations sociales et géopolitiques dont nous ne maîtrisons pas tous les aspects, de la privatisation du vivant, de la recrudescence de la violence de la prédation capitaliste, nous devons faire preuve de vigilance et privilégier notre survie, à notre insertion dans une économie mondiale au sein de laquelle notre place ne peut être que celle d'éternels perdants.

Notre planète terre est dans un état de dégradation environnemental inquiétant : déforestation accélérée, importante pollution atmosphérique, alimentation contaminée, industrialisation des soins médicaux, multiplication des sources d'émissions radioactive... la liste est longue.

Ce serait peu de dire que la survie de l'espèce humaine est menacée par l'exploitation abusive des ressources de la terre.

Lutter pour la protection de l'environnement c'est forcément abandonner la voie qui a conduit l'humanité à ce désastre qui menace sa survie et menace nos chances de survie.

Si la menace qui pèse sur l'environnement est une menace globale et mérite d'être adressée globalement, elle doit l'être en tenant compte des spécificités et des besoins des différentes communautés humaines qui peuplent la terre.

Car si nous partageons le même monde, nous vivons dans des univers différents. Notre condition dans le monde est différente selon que l'on appartienne au camp des dominants ou à celui des dominés, de ceux qui peuvent s'offrir le luxe de consommer pour leur plaisir ou de ceux qui manquent du nécessaire.

Nous ne devons pas oublier que la surexploitation des ressources de la terre est le fait principalement du système capitaliste qui profite à une minorité qui, en imposant un système de domination planétaire basée sur l'exploitation de l'homme et des ressources de la terre nous a conduit à cette impasse.

Le combat pour un autre modèle agricole est porteur d'une nouvelle solidarité universelle, car ce qui nous lie à nos différents terroirs est ou devrait être ce qui nous lie à la terre toute entière.

L'Afrique doit être à l'avant-garde du combat pour « sauver la planète », en commençant par elle-même. En aspirant non pas à une version africaine du capitalisme occidental, mais proposant une vision économique plus conforme à ses valeurs, qui implique la protection de ses ressources naturelles et la réappropriation de sa souveraineté politique et économique.

En construisant un nouveau modèle, plus respectueux de l'humain, de son environnement et de notre héritage culturel. Un modèle basé sur la coopération, la solidarité, le partage et la quête de prospérité collective, plutôt que sur l'exploitation, la quête effrénée du profit, de l'intérêt individuel ou celui d'une petite minorité.

Bibliographie

Afrique, l'Appel de l'Honneur, Sidya Diop, éd Seven Saara 2018